Nations Unies

S/PV.7279



Conseil de sécurité

Soixante-neuvième année

Provisoire

7279e séance

Mardi 14 octobre 2014, à 15 heures

New York

Président :	Mme Perceval	(Argentine)
Membres :	Australie	M. Quinlan
	Chili	M. Olguín Cigarroa
	Chine	M. Liu Jieyi
	États-Unis d'Amérique	Mme Power
	Fédération de Russie	M. Iliichev
	France	M. Delattre
	Jordanie	M. Hmoud
	Lituanie	Mme Jakubonė
	Luxembourg	Mme Lucas
	Nigéria	M. Laro
	République de Corée	M. Oh Joon
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Wilson
	Rwanda	M. Gasana
	Tchad	M. Gombo

Ordre du jour

Paix et sécurité en Afrique

14-56750 (F)





La séance est ouverte à 15 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Paix et sécurité en Afrique

La Présidente (*parle en espagnol*) : En vertu de l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de la Guinée, du Libéria et de la Sierra Leone à participer à la présente séance.

En vertu de l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les intervenants suivants qui feront un exposé au Conseil à participer à la présente séance : M. Anthony Banbury, Représentant spécial du Secrétaire général et chef de la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola; M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix; et M. Tayé-Brook Zerihoun, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques.

Au nom du Conseil, je souhaite la bienvenue à M. Banbury, qui participe à la présente séance par visioconférence depuis Accra.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Banbury.

M. Banbury (*parle en anglais*) : Je remercie les membres du Conseil de l'occasion qui m'est donnée de leur présenter un aperçu de l'évolution des opérations liées à l'épidémie d'Ebola et de la mise en place de la toute première mission à l'échelle du système des Nations Unies et toute première mission d'urgence dans le domaine de la santé, à savoir la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola (MINUAUCE). Il s'agit d'une mission unique en son genre, conçue pour faire face à une crise meurtrière sans précédent qui ne cesse de s'amplifier. Depuis que le Secrétaire général a annoncé le 1er septembre la création d'une coalition mondiale pour lutter contre l'Ebola, un certain nombre de mesures importantes ont été prises afin d'accélérer la riposte et de galvaniser la communauté internationale, parmi lesquelles la création de la MINUAUCE le 19 septembre.

Le leadership dont font preuve le Président de la Guinée, M. Alpha Condé, le Président de la Sierra Leone, M. Ernest Bai Koroma, et la Présidente du Libéria, M. Ellen Johnson-Sirleaf, a pour moi valeur d'exemple. Tandis que le travail acharné et le dévouement du personnel national et international qui lutte en première ligne contre le virus Ebola, qu'il s'agisse du personnel soignant, des équipes d'inhumation, des personnes chargées de rechercher les sujets-contacts, des logisticiens ou de nombreux autres – me poussent à l'humilité. Je suis reconnaissant aux États Membres qui ont fourni du personnel civil et militaire, des équipements et des fonds. Mais je suis profondément préoccupé par le fait que tout cela combiné n'est pas suffisant pour stopper l'épidémie d'Ebola, qui possède une longueur d'avance sur nous. Elle est largement en avance sur nous, progresse plus vite que nous et est en train de remporter la course. Nous ne pouvons pas laisser gagner l'Ebola, car si l'Ebola l'emporte, nous, peuples des Nations Unies, allons perdre énormément. Nous perdrons des choses que nous ne pouvons nous permettre de perdre. Nous devons absolument empêcher que cela arrive.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) recommande quatre mesures à adopter collectivement pour stopper le virus Ebola, à savoir rechercher et identifier les sujets-contacts, prendre en charge les cas, garantir des inhumations sans risque et informer les populations des moyens de se protéger. Chacune de ces mesures est essentielle, et chacune implique des opérations complexes sur le terrain. Si nous échouons sur l'un de ces points, nous échouerons sur toute la ligne. L'OMS recommande également que, dans un délai de 60 jours, nous fassions en sorte que 70 % des personnes infectées soient prises en charge dans un établissement de santé et que 70 % des inhumations soient réalisés sans causer de nouvelles infections. Nous devons y parvenir dans un délai de 60 jours à compter du 1er octobre. Si nous atteignons ces objectifs, nous pourrons alors inverser la courbe de l'épidémie. Tout le problème est qu'avec chaque jour qui passe, de nouvelles personnes sont infectées et leur nombre croît de façon exponentielle, ce qui fait qu'en valeur absolue ces objectifs augmentent rapidement et deviennent un peu plus inaccessibles et difficiles à atteindre.

Si nous n'atteignons pas ces objectifs dans les 60 jours et que les chiffres explosent, bien davantage de personnes vont mourir. C'est précisément ce contre quoi nous luttons aujourd'hui – nous nous battons pour prévenir des morts évitables. Nous luttons pour les personnes qui sont vivantes et en bonne santé aujourd'hui, mais qui vont être infectées par le virus Ebola et mourir si nous ne mettons pas en place les mesures d'urgence qui s'imposent. Voilà ce qui mobilise toute notre énergie à la MINUAUCE. Le plan que nous avons conçu pour enrayer l'épidémie, pour appliquer les

quatre recommandations de l'OMS est le bon compte tenu de la situation actuelle. Mais si nous n'arrivons pas à avoir une longueur d'avance sur cette crise, si nous n'atteignons pas nos objectifs et que le nombre de personnes infectées par le virus Ebola augmente de manière spectaculaire, comme certains l'ont prédit, ce plan ne sera plus adapté à une épidémie de cette envergure. Nous devons enrayer tout de suite l'épidémie d'Ebola, au risque sinon d'être confrontés à une situation totalement inédite pour laquelle il n'existe aucun plan.

Pour illustrer ce défi, il suffit de jeter un coup d'oeil sur les projections à 60 jours concernant le nombre hebdomadaire de nouveaux cas d'infection au virus Ebola, c'est-à-dire au 1er décembre. Mon collègue de l'OMS et de la MINUAUCE, le docteur Bruce Aylward a déclaré aujourd'hui qu'on pouvait s'attendre à environ 10 000 nouveaux cas par semaine d'ici au 1er décembre. Cela signifie que nous avons besoin de 7 000 lits pour les soigner. Compte tenu de la planification et des projections actuelles, nous devrions avoir environ 4 300 lits disponibles dans les centres de traitement de l'Ebola d'ici à cette date. Toutefois, en l'état actuel des choses, pour beaucoup de ces lits, il n'y aura pas le personnel nécessaire. Pour remédier à l'insuffisance du nombre de lits, nous devons installer environ 2 700 nouveaux lits dans les centres de soins communautaires existants, ou bien construire environ 300 de ces centres. Il nous faut également du personnel pour gérer les installations et prodiguer des soins aux personnes qui occuperont ces lits. Ce personnel doit être formé pour ne pas tomber malade à son tour, et il doit être payé et équipé correctement. Ces estimations se fondent par ailleurs sur l'hypothèse que l'ensemble des installations et des lits seront utilisés de manière optimale, et qu'aucun lit ne sera laissé vacant, quel que soit l'emplacement géographique de ces installations.

La maladie se propage plus rapidement dans les centres urbains. Un seul d'entre eux va concentrer plus de la moitié des nouveaux cas. Nous allons devoir fournir une assistance spéciale adaptée aux zones urbaines. Cette même intensification des activités afin d'obtenir l'effet recherché vaut pour toutes les autres interventions nécessaires pour endiguer l'épidémie. Par exemple, selon nos prévisions, nous allons avoir besoin d'environ 15 laboratoires de diagnostic supplémentaires, capables de traiter chacun une centaine d'échantillons par jour. Il va également falloir faire passer le nombre d'équipes d'inhumation de 50 à 500, et leur fournir un millier de véhicules. Les personnes et les équipes qui se chargent des inhumations doivent avoir des tenues de protection et des pulvérisateurs de chlore, et être formées et rémunérées. Nous devons faire tout cela avant le 1er décembre.

À chaque jour qui passe, le nombre de malades augmente, d'où la nécessité d'intensifier notre action. À mesure que le temps passe, nous devons rechercher de plus en plus de sujets-contacts, ce qui nécessite plus de personnel formé, plus de motos et plus de téléphones portables. Plus le temps passe, plus nous avons besoin d'une chaîne d'approvisionnement plus solide, ce qui suppose plus de moyens de transport, plus de personnel des Nations Unies, qu'il soit recruté sur le plan national ou international, plus d'aide médicale et de mesures de sécurité pour le personnel, plus de partenaires sur le terrain, plus de groupes électrogènes, d'ordinateurs portables et de débit numérique, et bien entendu plus de fonds, ainsi que bien d'autres choses. Bref, cela signifie une opération de gestion de crise plus complexe.

Le temps est notre plus grand ennemi. Nous devons utiliser à notre avantage chaque instant de chaque jour, et c'est ce que fait la MINUAUCE. Depuis sa création par le Secrétaire général il y 25 jours, la MINUAUCE a établi son quartier général à Accra et déployé une présence opérationnelle dans les trois pays les plus touchés. Nous avons déployé un total de 84 fonctionnaires recrutés sur le plan international, y compris du personnel de l'OMS, du Programme alimentaire mondial, de l'UNICEF, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, du Programme des Nations Unies pour le développement, du Département de l'appui aux missions, du Département des affaires politiques, du Département des opérations de maintien de la paix, du Département de l'information, du Département de la sûreté et de la sécurité, du Cabinet du Secrétaire général, du Centre de services régional d'Entebbe, de huit missions et des United States Centers for Disease Control and Prevention. Nous aurons bientôt un expert venu du Centre de contrôle et de prévention des maladies chinois. Nous aurons également avec nous des officiers de liaison du Royaume-Uni, des États-Unis et de l'Allemagne.

Nous avons déployé un avion et cinq hélicoptères. Nous avons déployé 69 véhicules, et 140 autres vont arriver prochainement. Nous avons mis en place des liaisons Internet et des télécommunications fiables. Nous avons fait tout cela en un temps record. Jamais auparavant je n'avais vu l'ONU, et tant de ses entités, agir aussi vite et de façon aussi homogène. Le Secrétaire général a donné des instructions claires : agir. Agir vite. Ne pas laisser les discussions et les formalités

administratives nous ralentir. Je suis reconnaissant aux chefs des départements et organismes des Nations Unies qui ont souscrit à cette approche. Le système des Nations Unies investit toute sa force et toutes ses capacités dans la lutte contre l'épidémie d'Ebola.

Le Secrétaire général nous a donné une autorité spéciale pour embaucher rapidement du personnel, transférer des ressources, acheter du matériel, prendre des mesures dans l'intérêt de l'Organisation et tenir notre engagement de mettre fin à la crise d'Ebola. De manière plus générale, la MINUAUCE joue le rôle essentiel de gestionnaire de crise. Un travail remarquable a été fait par des gouvernements, des organismes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales (ONG), des acteurs de la société civile et d'autres ces derniers mois. Cependant, faire face à une crise complexe, en particulier une crise qui dépasse de multiples frontières nationales et aussi difficile et pleine de risques que celle-là exige une approche globale et un plan d'opérations complet.

La MINUAUCE travaille avec des partenaires pour mettre en place un tel plan, un plan qui définisse des objectifs clairs, identifie toutes les chaînes d'activité nécessaires pour atteindre ces objectifs, répartisse les responsabilités pour chaque activité et établisse des indicateurs et des systèmes de communication des données pour évaluer les résultats obtenus. Le plan d'opérations permettra de s'assurer que toutes les lacunes sont comblées et que les maigres ressources sont officiellement affectées aux besoins absolument prioritaires. Ce plan appuiera les efforts nationaux et indiquera aux autorités nationales quel appui elles peuvent attendre de l'ONU et quand elles peuvent s'attendre à l'obtenir. Les gouvernements seront toujours maîtres de la façon dont ils luttent contre l'Ebola dans leur pays.

Ce processus de planification est complexe au niveau opérationnel et concernant l'organisation en raison du grand nombre d'acteurs concernés. Par exemple, ce qui peut paraître aussi simple que des centres de soins locaux nécessite une planification détaillée. J'ai mentionné plus tôt que 300 autres centres environ doivent encore être mis en place. Qui parlera à la population de l'Ebola et de l'installation d'un centre de soins au sein de leur communauté? Qui mettra ce centre en place? Qui se chargera du recrutement et qui formera le personnel? Qui paiera le personnel et comment sera-t-il payé? D'où proviendra l'argent? De quelles fournitures le centre aura-t-il besoin? À quelle fréquence les centres devront-ils être réapprovisionnés? Qui acheminera les fournitures et comment? Comment les déchets dangereux seront-ils détruits et qui le fera? Quelle sera la source d'approvisionnement en eau salubre nécessaire pour se laver? Qui fera subir les tests de dépistage du virus Ebola aux patients dans les centres? À quelle distance les laboratoires d'analyse se trouveront-ils? Comment les échantillons seront-ils transportés? Et cetera.

Les centres de soins locaux ne sont qu'une des questions nécessitant une telle planification détaillée et un tel engagement de la part des partenaires. Pour chaque grande chaîne d'activité dans le cadre d'un plan de riposte face à l'Ebola, un nombre équivalent de mesures essentielles doivent être suivies comme il se doit. Les mesures opérationnelles sont particulièrement difficiles car nous devons rassembler correctement tous les éléments de la riposte, partout. L'identification et la recherche des contacts, les mesures diagnostiques et thérapeutiques, des inhumations sans risque et la participation de la population doivent tous être appropriés partout où le virus Ebola se trouve. L'Ebola se propage dans une zone géographique très vaste. Si nous échouons dans n'importe quel secteur, ce virus microscopique trouvera alors cette fissure dans notre armure et continuera de se propager. Tant qu'il y aura un seul cas de maladie à virus Ebola n'importe où dans un de ces trois pays, ce virus meurtrier menacera tous les pays et tous les peuples. Le meilleur moyen de protéger les populations des pays non touchés est d'aider les populations de Guinée, du Libéria et de Sierra Leone à arrêter Ebola là où il se trouve. Néanmoins, comme les faits survenus récemment le montrent, l'Ebola représente aujourd'hui un risque pour les populations de pays non touchés. Il est urgent et essentiel que tous les pays, en particulier ceux dont la situation est considérée par l'OMS comme absolument prioritaire ou prioritaire, prennent des mesures immédiates pour empêcher la propagation de l'Ebola dans leur pays et pour se préparer à agir rapidement si un cas survenait au niveau local afin de prévenir une nouvelle propagation.

La MINUAUCE aidera l'OMS et appuiera les efforts nationaux de prévention et de préparation en fonction des besoins. Nous allons également mettre en place une capacité d'intervention rapide avec des réserves de matériel et de personnel médical préalablement identifiés et des moyens de transport pour se rendre rapidement sur le lieu d'une épidémie si les autorités nationales le demandent. Ces efforts doivent néanmoins être appuyés par une assistance bilatérale.

Aujourd'hui, l'ONU a perdu un membre de sa famille, un volontaire des Nations Unies travaillant à la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) étant mort de l'Ebola. C'est le deuxième membre du personnel de l'ONU à mourir de cette maladie. Je suis très reconnaissant à l'équipe médicale en Allemagne qui a travaillé avec courage pour tenter de sauver sa vie. Nous pleurons tous son décès et le décès de son collègue. Je salue le dévouement et la volonté des membres des équipes de pays des Nations Unies et de la MINUL qui, depuis le début, travaillent en première ligne de la lutte contre cette maladie. Je suis extrêmement reconnaissant au personnel de l'ONU qui arrive littéralement en masse à la MINAUCE pour prendre part à ce combat. Nous devons tous être reconnaissants au personnel local et international. Nous sommes maintenant tous tributaires de leur courage et de leurs compétences. Nous devons également au personnel national une rémunération décente pour le travail qu'il effectue et il doit être payé à temps. Le monde ne doit pas punir ses premiers intervenants par une stigmatisation basée sur l'hystérie et une interprétation erronée des faits concernant l'Ebola.

Il y a beaucoup de mauvaises nouvelles au sujet de l'Ebola. La bonne nouvelle c'est que nous savons comment l'arrêter. Nous savons ce qui doit être fait, et nous pouvons le faire. Mais la MINAUCE ne peut le faire seule. Les pays touchés ne peuvent le faire seul. Même la conjugaison des efforts de tous les acteurs présents maintenant sur le terrain – acteurs nationaux et internationaux, ONU, acteurs bilatéraux et ONG – ne peuvent stopper seuls l'Ebola. Nous avons besoin que d'autres ONG envoient des gestionnaires de services de traitement de l'Ebola et agents de santé formés. Nous avons besoin qu'un plus grand nombre de gouvernements mettent en place et fassent fonctionner des services de traitement et des laboratoires de diagnostic de l'Ebola. Nous avons besoin de plus d'équipes médicales étrangères. Nous avons besoin d'un appui logistique et en matière de transport, et nous avons besoin d'argent pour payer l'accélération des mesures opérationnelles. Nous avons surtout besoin, et nous le devons au personnel travaillant en première ligne, de soins de santé fiables et de grande qualité pour toute personne participant à la riposte face à l'Ebola, y compris une évacuation médicale, si besoin est. Nous avons besoin de tout cela d'urgence. La sanction encourue pour le temps perdu est énorme. La sanction encourue si nous échouons est inimaginable et inacceptable. Nous devons agir maintenant. Nous devons agir ensemble. Nous devons venir à bout de l'Ebola, et nous devons le faire rapidement.

La Présidente (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Banbury de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Ladsous.

M. Ladsous : Je vous remercie, Madame la Présidente, de nous donner la possibilité de discuter de ce qui peut être une conséquence de cette crise épidémiologique majeure, à savoir le risque d'une remise en cause de tous les acquis qui sont le fruit de longues années de travail de l'ONU et des trois missions de maintien de la paix que nous avons en Afrique de l'Ouest. Pour le moment, c'est le Libéria, mais nous devons également être très attentifs à ce qui pourrait se passer en Côte d'Ivoire, voire au Mali, qu'à Dieu ne plaise.

Pour l'heure, je concentrerai mon propos sur le Libéria où, effectivement, il se déroule une tragédie humaine d'une ampleur sans précédent. En même temps, le Libéria est un pays dans lequel nous avons déployé, il y a 11 ans, une opération de maintien de la paix qui, je crois que nous pouvons le dire, malgré une certaine fragilité, a accompli de vrais progrès sur la voie de la paix et de la stabilité. C'est l'occasion de remercier tout notre personnel pour son dévouement.

Souvenons-nous de l'histoire : un siècle d'exclusion systémique, des décennies de dysfonctionnements, 14 années de guerres civiles successives, plus brutales les unes que les autres. Et pourtant aujourd'hui il y a des gains, des gains fragiles, je l'ai dit, mais quand même importants : le retour à l'ordre constitutionnel en 2006, l'expansion modérée mais significative de l'économie, l'accès des populations aux services de base les plus élémentaires. On peut dire que le Libéria est sur la voie de la transformation. C'est là que la crise d'Ebola change la perspective parce que toute une série de phénomènes se développe. J'en ai été le témoin quand je me suis rendu au Libéria il y a un mois pour inspecter notre Mission et voir quels étaient les problèmes.

On a, tout d'abord, des divisions politiques et sociales qui s'approfondissent; un système public de santé presque en état d'implosion; une économie qui s'arrête, parce qu'il n'y a presque plus d'avions civils, parce qu'il y a de moins en moins de navires qui font escale à Monrovia, parce qu'un certain nombre de concessions forestières et minières s'arrêtent ou ont cessé de fonctionner parce que leurs propriétaires ont décidé d'aller s'installer à l'étranger pendant la durée de

la crise. Tout cela fait que les perspectives s'aggravent, avec tout ce qui en découle pour les populations les plus vulnérables.

Nous avions un ordre du jour que le Conseil de sécurité avait fixé en 2012 encore – faire avancer les réformes politiques, faire avancer la réconciliation nationale – pour faire en sorte qu'un pays encore divisé élargisse progressivement son espace politique, qu'il y ait une meilleure perception du Gouvernement, que l'édification de l'État se développe, et ce, conformément aux souhaits des citoyens. De fait, je crois que la crise actuelle nous rappelle à quel point ces tâches sont essentielles, parce qu'elles sont encore en cours, et ne sont pas encore menées à bien.

On pourrait imaginer qu'une crise d'une telle ampleur serve de facteur fédérateur, à la condition, évidemment, qu'une communication intensive, des processus de décision transparents et une allocation des ressources elle aussi transparente soient autant de facteurs réunis. Malheureusement, il faut bien le constater, la méfiance importante de la population vis-à-vis des institutions nationales subsiste, voire s'aggrave. Des questions ont été soulevées sur le leadership, questions qui sont illustrées par divers changements, voire des démissions au sein des équipes gouvernementales.

Et puis, nous le voyons dans les médias, il y a nécessité d'un engagement beaucoup plus marqué du Gouvernement vis-à-vis de ses travailleurs de santé, dont certains sont en grève, mais dont beaucoup, heureusement, font leur travail, avec courage et détermination mais dans des conditions dont il faut vraiment prendre toute la mesure.

Plus généralement, c'est un système de santé complet qui s'effondre. Nous avons des femmes qui meurent en couches, parce qu'elles n'ont pas de soins; nous avons des gens qui meurent du paludisme, parce qu'ils ne bénéficient pas de soins; nous avons des enfants qui courent le risque de contracter une maladie évitable parce que toutes les campagnes de vaccination ont été suspendues. C'est donc une crise de très grande ampleur qui s'est développée au Libéria et les conséquences en sont difficiles à mesurer.

Ce qui est vrai également, c'est que la crise de l'Ebola a déclenché des tensions politiques considérables et une certaine incertitude. Aujourd'hui 14 octobre, comme le Conseil le sait, aurait dû être le jour des élections. Il est clair qu'il n'était pas envisageable de mener à bien cette consultation, et la décision a donc été prise de renvoyer le scrutin. Mais même dans ces circonstances, un débat a été lancé au Libéria sur la nature de l'organe politique ou juridique qui est en mesure de prendre cette décision. Pour la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), l'important est de continuer à pousser les dirigeants politiques à trouver un moyen de se mettre d'accord pour avancer, pour protéger la santé publique et pour permettre aussi au pouvoir législatif de continuer à fonctionner.

Comme le Conseil le sait, la Présidente, Mme Johnson-Sirleaf, a demandé récemment à la législature d'étendre ses pouvoirs dans un régime d'exception, qui avait été mis en place dès le mois d'août. Elle a également cherché le moyen de faire en sorte que l'État prenne en charge les biens privés, voire en restreigne l'usage, dans l'intérêt de la sécurité et de la santé du public. Là non plus, il n'y a pas d'accord au sein de la législature pour savoir s'il faut ou non accorder ces pouvoirs extraordinaires à l'exécutif.

Pour la MINUL, ce qui est important, c'est d'abord le respect de l'état de droit et le respect des droits des citoyens, ce qui nous amène à examiner de très près les changements envisagés et les restrictions qui pourraient être faites, de telle manière que rien de tout cela n'aille au-delà de ce qui est dicté par l'urgence. Il s'agit donc d'un engagement de tous les instants auprès des parties prenantes libériennes, dans l'objectif, à chaque fois, de trouver un consensus et un accord de tous, pour que la gouvernance soit efficace, qu'elle puisse rendre des comptes, qu'elle soit transparente et qu'en même temps, la population soit protégée d'une nouvelle propagation de l'Ebola.

Sur le plan de la sécurité, il n'y a heureusement pas eu, pour le moment, de détérioration perceptible. Il y avait eu des tensions, au mois de juillet et au mois d'août, notamment l'incident, rapporté par les médias, qui s'est produit à West Point, où est mort un adolescent de 15 ans blessé par des soldats de l'armée libérienne. Depuis lors, la situation s'est quelque peu améliorée, même s'il faut, naturellement, la suivre de très près parce que le mécontentement du public demeure élevé et que le mécontentement du public, partout, est toujours un facteur de risque pour la sécurité.

Nous travaillons donc très étroitement avec les institutions libériennes chargées de la sécurité pour planifier des opérations de sécurité qui pourraient être rendues nécessaires par ce contexte d'urgence. L'armée qui, comme le Conseil le sait, a été éloignée des tâches

de sécurité intérieure, concentre ses efforts sur la construction d'infrastructures humanitaires et sur la sécurisation des frontières, toujours très poreuses, du Libéria.

Je voudrais, s'agissant de la situation au Libéria, ajouter un mot sur les conséquences humaines de tout cela. Lorsque je me suis rendu à Monrovia, il y a un mois, j'ai été frappé par le fait que l'on ne se touche plus, que l'on ne se serre pas la main – l'on se fait, au mieux, signe à distance, c'est tout –, et ce, dans une société certes compliquée, qui a souffert et qui reste profondément divisée mais où l'affectif et le tactile, même, sont très présents : traditionnellement, les gens se touchent, s'embrassent, se serrent la main. Eh bien, il n'y a plus rien de tout cela et je crois que c'est quelque chose qui marque, et qui doit nous interpeller, parce que, au fond, les derniers rites, lorsqu'une personne décède, revêtent une importance majeure dans ces sociétés. Or, les circonstances font que, même lorsque l'on aime quelqu'un, l'on ne peut pas lui témoigner son amour, son affection, sa proximité, et je crois que c'est quelque chose qui est extrêmement douloureux.

J'en viens maintenant à la MINUL. Jusqu'à présent, aucun membre du personnel des Nations Unies n'avait été infecté. Et puis, malgré toute notre vigilance, à la fin du mois de septembre, cela a d'abord été un membre national – libérien – du personnel de la MINUL qui est mort, très probablement de la maladie à virus Ebola, encore qu'on n'en soit jamais totalement sûr. Et la nuit dernière, comme le Conseil le sait, c'est un agent international de la MINUL qui est mort en Allemagne, après avoir fait l'objet d'un diagnostic et avoir été évacué en Europe le 8 octobre. De ce fait, nous avons 39 autres agents de la MINUL, dont la moitié environ sont du personnel militaire, actuellement en quarantaine ou qui sont surveillés de près.

Je crois que ce dont il faut avoir conscience – et c'est pour cela que je m'étais rendu à Monrovia –, c'est que nos missions comprennent des hommes et de femmes qui ont des familles, qui ont des proches qu'ils aiment, qui les aiment, et qui ont une attente légitime, celle de pouvoir rentrer chez eux une fois leur mission accomplie. Il faut donc continuer à faire tout ce que nous pouvons pour les aider à remplir leur rôle, et à veiller à ce que la Mission puisse encore une fois remplir le rôle de préservation de la paix et de la stabilité qui est le sien. C'est un travail compliqué; un maximum de garanties doivent être apportées, notamment en termes de traitement dans le pays et d'évacuation si nécessaire. Évidemment, c'est un point sur lequel nous souhaitons recueillir le maximum de soutien, de la part de tous les membres du Conseil de sécurité, mais aussi de l'ensemble des pays de la communauté internationale.

Pour terminer, je souhaiterais dire un mot à propos de la situation en Côte d'Ivoire et au Mali. Heureusement, à ce stade aucun cas n'a été rapporté ni dans l'un ni dans l'autre pays, et les deux Gouvernements ont pris des mesures extrêmement fortes pour faire en sorte que le virus Ebola ne se répande pas dans leurs territoires, ou si cela devait malgré tout se produire, pour s'y préparer. Il faut d'ailleurs noter que ces deux pays, la Côte d'Ivoire et le Mali, ont des systèmes de santé qui sont sensiblement beaucoup plus développés que ceux de la plupart de leurs voisins.

Il y a eu de la part de nos missions également, de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire et de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, un travail très approfondi pour se préparer à toute possible apparition de l'épidémie, avec des plans d'urgence, des plans opérationnels avec différents scénarios et des plans destinés à assurer la continuité de ces missions s'il devait malgré tout y avoir un accident. Elles ont mis en place des plans pour des facilités d'isolement médical et de traitement, tout ceci avec le soutien de la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola – avec laquelle d'ailleurs la coopération est excellente – et celui d'autres acteurs.

Pour terminer, je voudrais exprimer ma gratitude du fond du cœur à tout notre personnel, qui, dans des conditions dramatiques et dangereuses, dont nous mesurons tous les enjeux, fait son travail malgré tout avec courage et détermination. En exprimant ma tristesse pour toutes les victimes, y compris la victime que nous avons déplorée nous-mêmes la nuit dernière, je crois que nous leur devons à tous l'assurance que les Nations Unies font tout ce qu'elles peuvent dans cet effort collaboratif pour essayer d'éviter que les choses ne s'aggravent encore davantage.

La Présidente (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Ladsous de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Zerihoun.

M. Zerihoun (*parle en anglais*) : Alors que l'épidémie de la maladie à virus Ebola entre dans sa quarante-deuxième semaine, ses répercussions sur la paix et la sécurité, non seulement dans les pays touchés, mais également dans toute la région

de l'Afrique de l'Ouest, soulèvent de plus en plus de préoccupations. L'épidémie entrave les efforts des groupements régionaux visant à mettre en œuvre des stratégies de sécurité transfrontalière et à prendre des mesures pour renforcer l'intégration économique et monétaire au sein de la région. À l'échelle nationale, l'épidémie a ralenti plusieurs processus électoraux et de révision constitutionnelle, qui sont de la plus haute importance. Au niveau local, la faiblesse des structures gouvernementales et la méfiance entre les communautés et les autorités ont provoqué des incidents violents qui ont fait un certain nombre de morts.

Comme certains l'ont fait remarquer à juste titre, le danger que le virus Ebola pose en termes de troubles sociaux et de violence dans une sous-région sortant d'un long conflit est bien réel. En outre, même si cela peut sembler exagéré, certains, dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, ont commencé à associer le virus Ebola au terrorisme.

Dans les trois pays les plus touchés – la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone – l'exécution de programmes gouvernementaux essentiels a considérablement été ralentie, car les autorités nationales ont été contraintes de mobiliser leurs efforts et leurs ressources surtout pour enrayer et traiter l'épidémie d'Ebola et prévenir sa propagation. Le fonctionnement des Gouvernements en a également souffert, certains élus et fonctionnaires ayant été victimes de la maladie.

Le virus Ebola constitue un obstacle majeur à la viabilité économique de ces pays, ce qui nuit gravement à la prestation des services essentiels de l'État. Les activités continuent d'être perturbées dans les secteurs de la construction, des mines,, du tourisme et des transports, ainsi que dans l'industrie manufacturière, suite aux préoccupations liées à la propagation de cette maladie, ce qui risque d'avoir des conséquences catastrophiques et déstabilisatrices pour l'économie et les perspectives de développement des pays touchés. L'on se demande aussi avec préoccupation si des projets essentiels visant à consolider la paix et à assurer une stabilité durable dans les trois pays pourront se poursuivre. En outre, il ne faut pas sous-estimer les conséquences néfastes de l'isolement et de la stigmatisation sur la paix et la sécurité dans les pays touchés.

En Sierra Leone, face à cette épidémie, les partis politiques ont fait relativement preuve d'unité dans le contexte d'efforts visant à lutter contre la maladie, en intervenant à la télévision et à la radio nationales pour appuyer les efforts de sensibilisation. Toutefois, les consultations dans le cadre du processus de révision constitutionnelle ont été remises à plus tard. L'on ne sait toujours pas s'il y aura des conséquences pour le référendum qui devait se tenir avant les prochaines élections.

Au Libéria, l'épidémie de la maladie à virus Ebola a provoqué de graves problèmes politiques. Le processus de révision constitutionnelle a été temporairement suspendu au cours des derniers mois en raison de l'état d'urgence qui est toujours en vigueur, et les élections sénatoriales prévues pour octobre pourraient être reportées à plus tard. Ces retards, en plus des préparatifs des élections générales prévues en 2017, mettront à rude épreuve les capacités et les ressources de la Commission électorale nationale. Cela risque également de compromettre l'intégrité du processus électoral, d'exacerber les tensions, voire de mettre en péril la stabilité politique.

En Guinée, peu de progrès ont été réalisés au cours des derniers mois s'agissant des préparatifs des élections municipales qui devaient se tenir cette année. Il y a eu un ralentissement des activités politiques essentielles du parti au pouvoir et des partis de l'opposition car leurs efforts sont toujours concentrés sur la lutte contre l'épidémie. L'épidémie a également retardé des efforts cruciaux visant à combler le fossé politique entre le Gouvernement et les partis d'opposition.

Dès son apparition, la maladie a eu également des incidences graves sur la sécurité dans les trois pays les plus touchés. Les Gouvernements des trois pays touchés ont déclaré l'état d'urgence, adopté des lois restrictives et pris des mesures visant à limiter la propagation de la maladie. Ils ont également imposé un couvre-feu, isolé ou mis en quarantaine certaines communautés et déployé des forces de sécurité en grand nombre afin de faire respecter les mesures de riposte à l'épidémie d'Ebola, qui visent à protéger les travailleurs sanitaires et les installations de quarantaine et à maintenir l'ordre public. L'état d'urgence s'est également accompagné à titre temporaire de la fermeture des écoles et de restrictions concernant les réunions et les rassemblements publics. Depuis l'apparition de la maladie, des incidents violents ont pris pour cible des travailleurs sanitaires et des fonctionnaires. Nous avons également été témoins de troubles au sein de certaines communautaires, alimentés par la méfiance et l'ignorance ou par de fausses informations concernant la maladie, ainsi que de menaces de grève de la part du personnel sanitaire et des équipes chargées des activités d'inhumation.

Dans le sud-est de la Guinée, la situation en matière de sécurité demeure tendue à Nzérékoré, la capitale régionale, suite à l'assassinat le mois dernier, dans la ville voisine de Womey, d'une équipe de travailleurs sanitaires et de responsables gouvernementaux guinéens qui sensibilisaient les populations sur l'épidémie. Il y a également eu des émeutes à Nzérékoré même, à la suite de rumeurs selon lesquelles certaines personnes avaient été contaminées par des travailleurs sanitaires qui essayaient de décontaminer la place du marché. Depuis février, des centres de traitement et des travailleurs sanitaires ont également fait l'objet d'attaques sporadiques de la part de certaines communautés qui accusent le personnel médical d'avoir apporté le virus dans la région.

En Sierra Leone, l'absence d'informations médicales sur la maladie a donné lieu à un sentiment de mécontentement, ce qui a provoqué des troubles publics de faible envergure, des attaques contre la police et des tentatives de vandalisme contre des centres de traitement à Freetown. Au Libéria, des attaques ont été lancées contre les forces de sécurité, des cliniques ont été pillées et il a fallu déployer la police anti-émeute pour réprimer les manifestations de foules en colère. À la fin de la semaine dernière, le personnel infirmier libérien a également menacé de faire grève. Ces actions et réactions ont exacerbé les tensions politiques et risquent de conduire à une escalade de la violence et de porter atteinte à la sûreté et à la sécurité publiques.

L'épidémie de la maladie à virus Ebola a isolé la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone du reste de la région. À l'exception du Mali, tous les pays voisins ont fermé leurs frontières terrestres communes et imposé des restrictions sur les vols en provenance des trois pays touchés. On prévoit que cet isolement aura de graves conséquences sur les économies des trois pays et sur la sous-région. La Banque mondiale estime que les taux de croissance économique dans les trois pays vont décliner d'ici à la fin de l'année et que la région pourrait enregistrer des baisses importantes en termes de produit intérieur brut d'ici à la fin de 2015, selon la propagation du virus. Cela aurait à coup sûr un effet préjudiciable sur des populations déjà en difficulté, sur la politique intérieure et surtout, sur la stabilité. Plus l'épidémie d'Ebola se prolongera, plus elle risque de dissoudre le tissu social des pays, de créer des tensions politiques et de compromettre les acquis en matière de pratiques démocratiques et de bonne gouvernance arrachés de haute lutte.

Les mécanismes régionaux de paix et de sécurité participent de manière encourageante à l'action menée pour endiguer la crise et en atténuer les conséquences négatives. La récente décision du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine d'autoriser le déploiement d'une mission humanitaire à composante civile et militaire constitue une importante contribution. Cette décision de l'Union africaine prévoit le déploiement d'équipes médicale, paramédicale et militaire dans les pays touchés, qui travailleront en partenariat avec le système des Nations Unies, pour renforcer l'action de la communauté internationale contre la maladie et ses conséquences potentielles sur la stabilité politique et la paix et la sécurité des pays touchés et de la sous-région.

Pour ce qui les concerne, les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ont demandé à la Commission, en liaison avec l'Organisation ouest-africaine de la santé, de mettre en place une stratégie régionale pour contenir et gérer l'épidémie d'Ebola, et l'ont invitée à mobiliser les forces armées et les forces de sécurité pour renforcer la réponse régionale à la maladie.

L'Union du fleuve Mano s'emploie elle aussi à ce qu'il y ait une stratégie régionale cohérente face à l'Ebola. L'Union s'efforce, en collaboration avec les Nations Unies et d'autres partenaires, de définir des activités à mener sur le terrain en réponse à la crise, dans le cadre de sa stratégie de sécurité transfrontière dans la sous-région. À ce titre, un appui renforcé aux unités conjointes de l'Union du fleuve Mano chargées de la sécurité des frontières et du renforcement de la confiance entre les communautés qui vivent aux frontières des trois pays touchés est notamment prévu.

L'épidémie d'Ebola a exacerbé les problèmes de paix et de sécurité auxquels se heurtent les institutions et les gouvernements des pays de la région ouest-africaine. Comme nous l'avons vu dans les cas du Nigéria et du Sénégal, une intervention rapide et efficace des autorités nationales a réussi à enrayer la propagation du virus. La communauté internationale doit continuer d'aider la sous-région et les pays touchés dans leurs efforts pour stopper, traiter et prévenir véritablement une pandémie imminente, afin de protéger et préserver les acquis en matière de paix et de sécurité qui ont été obtenus à grand peine dans la sous-région.

La Présidente (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Zerihoun de son exposé.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Sierra Leone.

M. Minah (Sierra Leone) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier le Conseil de cette occasion qui m'est donnée de dire une nouvelle fois à quel point il est urgent d'agir contre la maladie à virus Ebola.

La Sierra Leone se félicite des efforts et de la rapidité d'action du Conseil et de l'Assemblée générale – abandonnant les consultations formelles et informelles au profit de l'adoption de résolutions sans précédent – dans le cadre de la riposte mise en place par l'Organisation.

Notre gratitude va aussi au Sous-Secrétaire général Banbury, au Secrétaire général adjoint Hervé Ladsous, à M. Nabarro, à M. Fukuda, à M[me] Maragaret Chan et à tous les fonctionnaires de l'ONU qui continuent, jour après jour, d'être en première ligne de la lutte contre la maladie.

Il est aujourd'hui clair pour nous tous que nous nous trouvons face à une crise mondiale – à une calamité mondiale, si je puis dire. Ce qui était au début une crise sanitaire s'est maintenant transformée en un fléau réellement effrayant pour l'économie et la sécurité que nous devons tous combattre. Nous sommes reconnaissants des efforts déployés à ce jour pour mettre en place la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola. Nous exhortons la Mission et tous ceux qui participent à sa planification à faire en sorte qu'elle s'acquitte le plus rapidement possible de sa tâche vitale en matière de coordination et de coopération. Le déploiement du personnel et des fournitures essentielles et la mise en place de la chaîne logistique doivent intervenir dès que possible.

Nous remercions tous les membres du Conseil qui, de diverses façons, ont offert une aide logistique, du personnel, des idées et d'autres formes d'appui pour lutter contre ce fléau. Aujourd'hui plus jamais, nous devons honorer la promesse de l'Organisation et être véritablement unis dans l'action – agir de manière réellement unie.

La Sierra Leone, la Guinée et le Libéria se trouvent à l'épicentre de ce fléau et, malgré tous les efforts déployés par leurs systèmes de santé publique, leurs gouvernements et leurs administrations, ils sont dépassés. Nous nous tournons vers le monde extérieur, vers cette communauté des nations, pour nous aider.

Certains diront que l'appel aussi bien que la réponse ont été tardifs, mais ce n'est pas le moment de regarder en arrière; ce n'est pas le moment de faire un audit de ce qui a été fait aux plans individuel, régional et national. L'heure est aujourd'hui à une action accrue et approfondie.

À tous ceux qui ont aidé et qui ont fait ce qu'ils pouvaient, nous exprimons notre reconnaissance, mais nous demandons à ceux qui peuvent faire plus de faire plus. Nous demandons à tous ceux qui ont fait des promesses de contributions de tenir rapidement ces promesses. Il est plus que jamais temps pour nous de passer sans délai des résolutions aux actes.

Sur le terrain, les chiffres sont véritablement terrifiants : le nombre d'infections, le nombre de décès, le niveau de dénuement – tous frappent notre inconscient collectif, tous mettent nos efforts conjoints à l'épreuve. Mais ce n'est pas le moment non plus de céder à la peur, une peur née de l'ignorance. Au contraire, il faut agir sur la base du savoir. Plus les médias parlent de ce fléau, plus il semble que la fiction médicale prend le pas sur le fait médical. Laissons-nous guider par les meilleurs scientifiques et les meilleurs conseils médicaux dont nous disposions. Ne cédons pas à l'ignorance, à la peur et à l'émotion, qui n'entraîneront que paralysie et inaction de notre part.

Un employé soudanais de l'ONU est décédé ces dernières heures à Leipzig malgré tous les efforts déployés pour l'évacuer par avion sanitaire et lui administrer le meilleur traitement disponible. Même les pays ayant les systèmes de santé les plus performants, ou du moins des systèmes de santé plus solides, sont mis en échec. À Dallas, au Texas, une infirmière a été placée en isolement; un Libérien, Thomas Eric Duncan, est décédé. Tandis qu'en Espagne, un prêtre espagnol a succombé à ce fléau, et une infirmière espagnole se trouve en quarantaine.

Nous ne devons pas avoir peur d'Ebola, parce qu'Ebola peut être vaincu. Les meilleurs protocoles médicaux et les plus grands médecins nous le disent. Simplement ce qu'il faut faire, c'est identifier, contenir, contrôler et éradiquer. Pour cela, les fournitures, la logistique et les effectifs doivent être dirigés vers les lieux où ils font le plus défaut. Nous savons gré à ceux qui se trouvent en première ligne et qui, jour après jour, heure après heure, risquent leur vie pour agir dans la grande tradition médicale et venir en aide aux autres.

La Mission qui a été déployée – première du genre – est avant tout une mission de santé publique. Il ne s'agit pas d'une mission politique spéciale. Il ne s'agit pas d'une administration de transition. Il ne s'agit pas d'une mission de maintien de la paix classique. C'est tout simplement une mission dont l'objectif est de sauver des vies, une mission de santé.

Tout en exprimant notre compassion aux familles des disparus, célébrons néanmoins ceux qui ont survécu. Donnons-leur l'appui nécessaire à leur réinsertion dans la communauté, et explorons également la promesse que constitue pour d'autres le plasma contenu dans leur sang.

En tant qu'Organisation et communauté de nations, nous devons agir de concert tout simplement parce que ce qui, il y a six mois, était considéré comme un problème ouest-africain, a pris désormais des proportions véritablement mondiales. Le fonds d'affectation spéciale actuellement mis en place est hélas insuffisamment approvisionné. Mme Chan a également parlé de multiplier par 20 l'aide et les ressources nécessaire. Nous demandons aux membres présents dans cette salle qui ont rejoint le combat et fait montre de leadership de rester résolus et de continuer à faire preuve de détermination.

Ce qui est peut-être le plus marquant avec cette maladie, c'est qu'elle retire au personnel médical sa force la plus fondamentale, la force du contact. Elle transforme ce don en transmetteur potentiel de la maladie. Elle cherche à nous dépouiller de notre humanité même – notre capacité de nous entraider, la capacité d'une mère de tenir et réconforter un enfant malade, la capacité d'un père de tenir et réconforter un grand-père ou une grand-mère.

Nous, les pays touchés, ne sommes pas seulement confrontés à la sinistre réalité quotidienne de notre survie, à la sinistre réalité de ne pas pouvoir enterrer les cadavres assez rapidement, à la triste réalité de patients incapables d'être accueillis à temps dans les centres de traitement et d'isolement. Nous devons également faire face à des ignominies, de plus en plus nombreuses, dont cette salle devrait être consciente. Tout récemment, l'équipe nationale de football de la Sierra Leone est allée jouer contre une autre équipe un match programmé. Elle a été isolée dans la partie de l'hôtel où elle logeait. Au passage du bus qui l'emmenait sur le terrain, il y a eu des insultes, des gens qui criaient « Ebola! Ebola! Ebola! » De jeunes enfants s'écartaient sur son passage. Le traitement qu'elle a reçu mettrait à l'épreuve la résilience des plus forts d'entre nous.

Nous demandons que des mesures soient prises non pas dans un esprit de discrimination ou par ignorance, mais sur la base de faits, et du fait que nous sommes confrontés à une menace commune. Des mesures extraordinaires s'imposent, et la Sierra Leone, sous la direction de M. Ernest Bai Koroma, a pris des mesures temporaires de quarantaine afin d'éduquer la population et de déterminer le nombre de cas dans la capitale et au-delà. Ces mesures, que d'aucuns ont critiquées et mal interprétées, se sont avérées positives et ont suscité les louanges de sommités médicales.

Nous, les trois pays les plus touchés, agissons de concert car nous savons bien que l'éradication de l'Ebola au Libéria, ne règlera pas la question en Guinée ou en Sierra Leone. Et de la même manière, son éradication en Sierra Leone ou les mesures prises dans ce pays n'aideront ni la Guinée ni le Libéria.

Nous apprécions le leadership assumé par l'Union du fleuve Mano, sous l'égide du Président Alpha Condé et du Secrétaire général Daraba. Nous apprécions le leadership assumé par l'Union africaine et par d'autres organisations régionales et continentales qui se sont jointes à la lutte contre l'épidémie. Nous sommes vraiment très reconnaissants envers des organisations internationales telles que l'Union européenne et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), et envers tous les membres du système des Nations Unies qui se sont joints à cette lutte.

Mais nous demandons très sincèrement et très humblement de multiplier les mesures et d'augmenter l'aide. Nous apprécions le leadership qui s'est manifesté à ce jour, mais il ne suffira pas à remporter la victoire. Nous tous, individuellement, collectivement, au niveau de la région et du continent, devons faire tout notre possible pour nous joindre à ce combat. Ce qui, aujourd'hui, menace une sous-région, et demain un continent, pourrait s'abattre sur le monde entier. Pour les ambassadeurs des trois États les plus touchés, l'Ebola n'est plus un problème abstrait; nous avons tous des parents, une famille et des concitoyens que ce fléau expose à divers niveaux de danger et de peur.

Lors d'une déclaration télévisée prononcée récemment devant la Banque mondiale, le Président a indiqué ce dont la Sierra Leone avait un besoin critique pour mener cette lutte. Nous sommes en mesure d'expliquer en détail quels sont ces besoins. Le plan

élaboré de concert avec l'OMS – avec Margaret Chan et son équipe, l'Union du fleuve Mano et l'Union africaine – est accessible et peut être partagé avec tout le monde. Toutefois, nous savons désormais que la crise s'aggrave. Tout ce qui a été préparé ces trois à six derniers mois – en termes de fournitures, de ressources et de déploiement de personnel – n'est plus adapté à la situation. La Banque mondiale a indiqué assez clairement quelles étaient les répercussions économiques de l'Ebola et son impact sur le développement économique connexe de ces pays.

Il n'y a pas si longtemps, nous nous sommes réunis dans cette salle pour célébrer la transition de la Sierra Leone d'un État en situation de conflit à un État en situation d'après-conflit, et pour nous réjouir de ses réalisations fragiles mais substantielles. C'est avec tristesse que nous sommes ici aujourd'hui pour la deuxième fois pour parler non pas de progrès continus, mais d'une crise qui s'aggrave. Ce dont nous avons surtout besoin, c'est d'avoir de l'espoir, d'avoir le sentiment que l'ONU et la communauté des nations qu'elle représente ne renonceront pas la lutte, ne nous abandonneront pas et ne baisseront pas les bras tant que le fléau d'Ebola n'aura pas été éradiqué.

Ce qui a commencé en Afrique de l'Ouest est désormais une source d'inquiétude pour les États-Unis, l'Espagne, d'autres pays d'Europe, et d'autres pays encore bien au-delà. Nous demandons que toutes les mesures envisagées soient prises sur la base des faits médicaux. Les quarantaines imposées dans les aéroports et l'isolement des pays ne sont tout simplement pas efficaces. Il ne s'agit pas de ce que je crois, ni de ce que croient les trois pays les plus touchés. C'est ce que nous disent les meilleurs médecins. Il faut établir un pont aérien pour la région afin d'assurer l'arrivée des fournitures nécessaires. C'est pourquoi nous engageons instamment nos voisins, proches et lointains, à faciliter ces efforts.

Nous remercions également le secteur privé et les organisations non gouvernementales, et plus particulièrement Médecins sans frontières (MSF). Ce que MSF nous a montré, c'est que nous, nations et États Membres de l'ONU, devons faire plus, car si une seule organisation non gouvernementale peut faire tout ce que MSF a fait, il serait honteux que nous ne puissions pas en faire autant et accroître notre participation.

En tant que représentants des trois pays les plus touchés, nous nous devons de maintenir la dynamique lancée et l'accent mis sur ce fléau mortel. Mais comme je l'ai déjà dit, cette lutte – ce défi – n'incombe pas à nous seuls. C'est un défi véritablement mondial. Et je voudrais, pour finir, partager cette réflexion. À l'ampleur de la peur et de l'émotion causées par l'Ebola à ce jour, nous devons opposer la volonté déterminée de vaincre ce fléau et de relever ce défi.

En tant que représentants des trois pays les plus durement touchés, nous sommes prêts à répondre à toutes les questions, à toutes les requêtes et à apporter tous les éclaircissements nécessaires concernant l'action de nos gouvernements. Nous demandons simplement, dans le cadre des reportages concernant les mesures prises sur le terrain et en première ligne, à être consultés et à ce que l'on nous demande notre opinion afin d'éviter une panique inutile, la désinformation ou une présentation inexacte des faits. Surtout, ce que nous faisons et disons ici doit apporter quelque chose à ceux qui se trouvent en première ligne. Les promesses d'action, les annonces de contributions et les contributions, financières ou autres, doivent se traduire dans les meilleurs délais par la fourniture d'un matériel absolument nécessaire sur le terrain.

La Présidente (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Libéria.

M[me] **Kamara** (Libéria) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, de me donner la possibilité de participer à la présente séance d'information du Conseil sur les répercussions de la propagation de la maladie à virus Ebola sur la paix et la sécurité dans le bassin du fleuve Mano.

Je tiens également à remercier les orateurs qui m'ont précédée – le chef de la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola (MINUAUCE), M. Anthony Banbury; le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, M. Hervé Ladsous; et le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, M. Tayé-Brook Zerihoun – de leurs exposés instructifs et de leurs suggestions.

Je tiens à rendre hommage aux héros et aux héroïnes qui sont tombés : le personnel médical, national ou expatrié, notamment les membres du personnel de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), et les autres personnes qui sont mortes en luttant contre l'Ebola.

Rien qu'en septembre, les Ministres de la défense nationale et des affaires étrangères du Libéria ont pris la parole devant le Conseil à l'occasion de deux séances (voir S/PV.7260 et S/PV.7268). Ils ont souligné

avec force détails les effets multidimensionnels de la maladie sur notre pays et ses citoyens : érosion du tissu social, atteinte à la culture, aggravation des divisions existantes, perte de vies et de moyens de subsistance, baisse des revenus et prévisions pessimistes en termes de croissance économique. Le Conseil est conscient de tous ces problèmes.

Les heureuses initiatives prises par le Secrétaire général, le Conseil et l'Assemblée générale ont mis en évidence l'urgence d'une riposte internationale. Nous avons d'ailleurs constaté un renforcement de l'engagement. Les mesures prises pour établir rapidement la MINUAUCE à Accra ne sont qu'un exemple; il en existe beaucoup d'autres – de personnes qui mettent la main à la poche et de mesures qui sont prises.

S'il ne fait aucun doute que la situation sur le terrain s'améliore quelque peu, nous devons être honnêtes et admettre qu'elle n'a pas fondamentalement changé. Le Libéria, qui compte 4 millions d'habitants, et qui est donc le plus petit des trois pays les plus durement touchés, reste celui où les taux d'infection et de décès sont les plus élevés. La propagation de la maladie continue de prendre de vitesse la riposte, ce qui signifie que nous n'avons pas encore la situation en main.

Le Gouvernement, avec l'appui de la MINUL, de l'armée américaine et de nombreux autres partenaires fidèles, mène une course contre la montre en vue de créer de nouveaux centres d'isolement et de traitement, qui restent le besoin le plus crucial, car si nous ne pouvons pas traiter les personnes qui ont contracté la maladie, nous ne pouvons rien faire – nous ne pourrons pas savoir qui a été en contact avec les personnes atteintes ou gérer le problème tant que nous ne disposerons pas des installations nécessaires pour accueillir les personnes qui se présentent spontanément. Ces installations n'existent pas actuellement.

Entre autres besoins, il faut du personnel médical professionnel, des fournitures médicales, notamment du matériel de protection, et des moyens de transport. Il existe également d'importants besoins non médicaux, notamment la remise en état du tarmac de l'aéroport, l'ouverture de nouveaux lieux de stockage et l'augmentation des stocks de vivres. Le Libéria est profondément reconnaissant pour toutes les expressions de solidarité, qui ont pris diverses formes, y compris de la part des médias. Nous remercions les États Membres de leurs contributions et de leurs engagements extrêmement généreux. Le défi commun consiste maintenant à concrétiser d'urgence ces engagements par la fourniture d'un appui tangible et efficace sur le terrain. C'est un défi qu'il nous incombe à tous de relever.

Comme le savent les membres du Conseil, le Libéria participait activement à l'exécution d'un programme conjoint avec la Commission de consolidation de la paix lorsque le virus Ebola a frappé. Nous avons mis l'accent sur le renforcement de l'état de droit, l'application de mesures de réforme du secteur de la sécurité et la promotion de la réconciliation nationale, et nous avons lancé un processus de révision de la Constitution, et ce dans l'objectif de consolider la paix et de renforcer une démocratie encore toute jeune. Même la formule visant à garantir un retrait responsable de la MINUL avait été adoptée et était en cours de mise en œuvre. Le chômage des jeunes et la lutte contre la propagation des armes légères et de petit calibre et la criminalité transnationale étaient des priorités de notre programme national. Sur tous ces fronts, des progrès importants avaient été enregistrés et les Libériens avaient commencé à récolter les dividendes de la paix.

L'agression d'Ebola, car il s'agit véritablement d'une agression, a interrompu ces activités et menace à présent les résultats qui avaient été obtenus. Notre société a été rudement mise à l'épreuve par ce virus. L'accès aux vivres est limité par le prix élevé des aliments locaux et importés. Les moyens de subsistance sont perdus ou menacés. Les déplacements et l'interaction entre les personnes sont restreints par nécessité. L'état d'urgence, la fermeture des établissements d'enseignement et les congés prolongés accordés aux fonctionnaires non essentiels – toutes ces mesures restent en place. Les élections sénatoriales, qui devaient se tenir ce mois, ont dû être reportées à 2015. Les ressources dérisoires, qui ont déjà presque exclusivement été réorientées vers la lutte contre l'Ebola, ne suffisent pas à répondre aux exigences des personnels de santé qui menacent de se mettre en grève.

J'espère avoir donné un aperçu, en sus des remarques du Sous-Secrétaire général, M. Zerihoun, et du Secrétaire général adjoint, M. Ladsous, des circonstances qui pourraient à de multiples égards déclencher un conflit. Dans un pays déjà fragile parce que sortant d'un conflit, cela pourrait provoquer un désastre. Ou alors ce pourrait être le facteur déclencheur qui poussera la communauté internationale à faire encore plus.

Dans l'esprit de l'allocution prononcée par la Présidente de mon pays à la Banque mondiale la semaine dernière, le Libéria demande instamment à ce que tous les efforts possibles soient déployés pour combattre la maladie par une action plus rapide et plus résolue. Cela suppose de construire au plus vite des centres de traitement et de dépistage pleinement fonctionnels et disposant des effectifs nécessaires et de déterminer l'emplacement des sites d'inhumation. Cela suppose également de renforcer et d'améliorer le système de santé existant car un grand nombre de décès sont liés au manque d'accès aux centres de santé pour traiter les maladies habituelles. En parallèle, nous devons garder à l'esprit le fait qu'il est impératif d'atténuer les répercussions économiques de la crise provoquée par l'Ebola, qui ont provoqué un transfert des ressources affectées aux activités de développement prévues par notre programme pour la transformation. Cela exigera de stimuler les secteurs productifs, en particulier l'agriculture, et de permettre à notre population de reprendre des activités qui lui permettront de subvenir à ses besoins. Plus les gens resteront oisifs, plus le risque de troubles est élevé.

Comme nous l'avons entendu dans de nombreuses enceintes, en particulier de la bouche du Vice-Secrétaire général, la paix, le développement et les droits de l'homme sont interdépendants. Nous devons protéger les progrès accomplis au Libéria sur tous les trois fronts, progrès auxquels le Conseil a largement contribué, et nous devons soutenir et protéger ceux qui se trouvent en première ligne. Nous devrions continuer de déployer tous les moyens dont nous disposons pour apporter une réponse au problème sur le plan national et dans le cadre de nos partenariats régionaux et mondiaux.

Le Libéria regarde vers l'avenir avec ce que j'appellerai un optimisme prudent, inspiré par la résilience de son peuple et la démonstration chaleureuse que fait la communauté internationale de sa préoccupation et de la croyance qu'elle a dans notre humanité commune.

La Présidente (*parle en espagnol*) : Je donne à présent la parole au représentant de la Guinée.

M. Touré (Guinée) : Ma délégation vous remercie, Madame la Présidente, de votre initiative d'organiser la présente séance qui est indicative de la volonté de tous, au sein de l'Assemblée, de continuer à mobiliser la communauté internationale en vue d'une riposte globale et urgente contre la fièvre hémorragique Ebola. Je voudrais également remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Banbury; le Secrétaire général adjoint, M. Ladsous; et le Sous-Secrétaire général, M. Tayé-Brook Zerihoun, pour les informations pertinentes qu'ils viennent de partager avec nous et qui confirment l'ampleur et la complexité de la crise sanitaire et socio-économique qui menace la paix et la sécurité dans les pays affectés.

En effet, depuis la séance, tenue au Conseil le 18 septembre 2014, qui a reconnu l'épidémie d'Ebola comme une menace à la paix et la sécurité internationales (voir S/PV.7268), beaucoup de rencontres ont été organisées, notamment la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'Ebola (voir A/69/PV.3), organisée à l'initiative du Secrétaire général et qui a approuvé à l'unanimité l'initiative du Secrétaire général relative au déploiement de la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola (résolution 69/1), et tant d'autres. Mon pays se félicite également des nombreuses annonces d'assistance et des interventions sur le terrain par les partenaires bilatéraux et multilatéraux en vue d'identifier les meilleures stratégies permettant de stopper très rapidement la propagation fulgurante de la maladie.

Cependant, force est de constater que le nombre de victimes continue de s'accroître de façon inquiétante et que les conséquences économiques, sociales et humanitaires s'intensifient, avec pour corollaire une psychose généralisée au sein des populations des pays touchés et au-delà de leurs frontières. Au-delà des pertes en vies humaines et de la dislocation sociale, nous risquons d'assister à un effondrement de nos économies pendant plusieurs années, parce que l'épidémie affecte tous les aspects de la vie des populations, les services de santé, la production, de même que la vente et l'exportation des produits alimentaires de base.

La propagation exponentielle de l'épidémie, ajoutée à la faiblesse du système sanitaire et à l'insuffisance des moyens, n'a pas permis à nos États de répondre efficacement aux défis de l'épidémie. Ce décalage entre les attentes des populations et les capacités réelles des États à les protéger et à combattre la maladie a créé une crise de confiance et de la méfiance entre les autorités et les citoyens, en Guinée, ce qui a contribué à la panique et aux mouvements incontrôlés qui favorisent l'aggravation de la transmission du virus. N'étant pas bien informées, les populations continuent d'adopter des comportements inappropriés, voire dangereux, tels que le déni de l'existence même de la maladie, accusant parfois le Gouvernement de violations des normes

culturelles et de vouloir procéder à des épurations ethniques. Ces comportements et ces perceptions mettent en danger la stabilité de nos pays, surtout à l'approche des prochaines échéances électorales. De grandes tensions politiques sont à craindre.

Pour répondre avec efficacité aux besoins les plus pressants des pays affectés, le Gouvernement guinéen exhorte la communauté internationale à intervenir conformément aux priorités ci-après. Premièrement, il faut une riposte globale et urgente. Plus tôt la communauté internationale agira, mieux nous réussirons à vaincre cette épidémie qui pourrait s'étendre rapidement à d'autres pays africains et au-delà du continent. C'est pourquoi mon gouvernement plaide pour une assistance forte et rapide. Pour sa part, il s'est engagé à alléger les procédures administratives en vue d'accélérer l'acheminement et la distribution de l'aide et surtout d'en assurer la transparence totale. Face à la propagation continue du virus, telle que décrite par les institutions sanitaires comme l'Organisation mondiale de la santé et les Centres for Disease Control and Prevention (CDC), ainsi que plusieurs intervenants cet après-midi, ma délégation estime qu'une nouvelle approche, différente de celle qui a caractérisé les missions ordinaires des Nations Unies, à travers un déploiement accéléré, est indispensable afin que la Mission pour l'action urgente contre l'Ebola puisse être à la hauteur des défis à relever.

Deuxièmement, il convient de renforcer les faibles capacités sanitaires locales des pays affectés, notamment à travers la formation du personnel médical local et la mise à disposition de centres de traitements mobiles, d'hélicoptères, de véhicules, d'équipements de protection personnelle et du personnel médical qualifié.

Troisièmement, une nouvelle approche de communication doit être utilisée, non seulement au niveau local, mais aussi au niveau mondial, en vue de mieux véhiculer les messages de sensibilisation. Aussi, nous insistons sur l'importance pour la Mission de l'action urgente contre l'Ebola de disposer en son sein d'une forte composante de communication qui œuvrera à sensibiliser davantage les populations locales sur les bonnes pratiques à adopter, mais également pour vaincre leurs réticences à coopérer avec le personnel humanitaire.

Quatrièmement, il faut apporter une aide budgétaire aux pays affectés dont les économies sont durement éprouvées par l'épidémie, comme l'ont reconnu les institutions financières internationales. Pour prendre des mesures visant à arrêter la propagation du virus et à soigner les personnes infectées, les pays affectés ont été obligés de procéder à des dépenses qui n'étaient pas prévues dans leurs budgets. Les investissements dans plusieurs secteurs ont été tout simplement arrêtés. La Banque mondiale a estimé que la croissance économique dans les pays touchés par l'Ebola sera réduite de manière significative, si l'épidémie n'est pas rapidement éradiquée.

Afin de bénéficier des informations de première main et des éclairages utiles, ma délégation propose que le Conseil de sécurité, à sa prochaine séance, invite certains médecins qui sont sur la ligne de front et qui sont les premiers intervenants dans les pays affectés.

L'heure des discours est révolue. Nous devons agir vite, non seulement pour stopper la progression de la crise sanitaire et sauver des vies humaines pendant qu'il est temps, mais aussi et surtout pour préserver la stabilité et les acquis engrangés ces dernières années par les trois principaux touchés par l'épidémie, notamment dans le cadre de la consolidation de la paix et de la quiétude sociale. Pour réussir cela, il faut isoler l'Ebola, et non pas les pays affectés. Faut-il rappeler que ces trois pays durement affectés sont encore inscrits à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix?

Le Conseil de sécurité comprendra donc l'urgence d'une riposte vigoureuse afin d'éradiquer cette effroyable épidémie qui sème la mort et la désolation, tout en compromettant les acquis obtenus par nos États dans le cadre de la création d'un environnement de paix, de stabilité et de développement durable, car il s'agit bien d'une question de sécurité collective qui appelle une approche globale et coordonnée.

Pour terminer, je voudrais exprimer de nouveau la profonde gratitude de la Guinée, et plus particulièrement du Président de la République, S. E. M. Alpha Condé, à l'ensemble des partenaires, pour le soutien précieux qu'ils apportent, ainsi qu'aux vaillants membres du personnel soignant, qui s'investissent au quotidien pour enrayer l'épidémie, souvent au péril de leur vie.

La Présidente (*parle en espagnol*) : Il n'y a pas d'autre orateur inscrit sur ma liste. J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 16 h 30.